

UE : Google bientôt accusé d'abus de position sur les smartphones

Au terme d'un an d'enquête, la Commission européenne s'apprêterait à accuser Google d'abus de position dominante sur le marché des OS pour smartphones. Elle devrait faire l'annonce officiellement d'ici mercredi prochain, croit savoir le *Financial Times*.

Engagée le 15 avril 2015, le même jour que [la notification d'abus de position dominante de Google](#) sur les comparateurs de prix dans les résultats de recherche, l'ouverture d'une enquête sur Android avait été motivée par la plainte de plusieurs entreprises en 2013, notamment Microsoft et Nokia à l'époque. Elle visait à déterminer si la firme de Mountain View entrave le développement d'alternatives aux différents services de l'OS mobile dont Maps, Search, YouTube ou encore le magasin d'application Play Store. Android est présent dans près de 8 smartphones sur 10 en Europe.

En Russie aussi

S'il faut encore attendre l'annonce officielle des équipes de Margrethe Vestager (photo en entête de l'article), la commissaire à la concurrence, le fait que Google abuse de sa position pour imposer ses services aux constructeurs de smartphones ne laisse que peu de doute. Selon le *Financial Times*, la Commission a transmis aux avocats de Mountain View des documents leur laissant seulement 24 heures pour préparer leurs réponses aux accusations. Un délai serré qui laisse entendre que Bruxelles s'apprête à finaliser ses griefs à l'encontre de Google.

L'Europe n'est pas la seule à s'intéresser aux méthodes de Mountain View sur le marché des smartphones. En octobre 2015, le régulateur antitrust russe a ordonné à l'entreprise américaine de changer ses accords avec les constructeurs de téléphones afin de laisser d'autres développeurs installer leurs solutions sur l'OS mobile. Yandex, le numéro 1 de la recherche locale, avait [porté plainte contre Google](#) en février 2015.

Lire également

[Google champion des lobbyistes aux Etats-Unis](#)

[Antitrust : Deutsche Telekom va encore poursuivre Google](#)

[Android sous surveillance antitrust aux Etats-Unis](#)